

ANNEXE 1 – QUI SOMMES-NOUS ?

Présentation des 3 structures

La ville de Romans-sur-Isère (33 600 habitants - Drôme) est marquée par un taux de pauvreté de 21%, un taux de chômage de 13,4% et 2100 ménages vivent avec les minimas sociaux (diagnostic ABS 2015). **Les 3 maisons de quartier, agréées « centres sociaux », sont situées à 3 endroits de la Ville (dont 2 en Quartier Prioritaire) avec 3 typologies d'habitants marquées.**



Maison de quartier des Ors

Créée en 1987.
Située sur le quartier ouest, quartier résidentiel et en expansion, qui bénéficie de mixité sociale et familiale. La configuration de l'habitat ne favorise pas la rencontre. Les personnes âgées isolées y sont surreprésentées.
9300 hab.

- Des ateliers d'échanges de savoir.
- Des actions collectives sur le lien social.
- Des actions collectives à visée émancipatrice.
- Des accueils en direction des enfants et des jeunes.
- Des ateliers d'apprentissage d'alimentation saine.
- Des actions de parentalité.



Maison de quartier St Nicolas

Créée en 1988. Implantée dans le centre ancien, quartier classé prioritaire par la Politique de la Ville. Les personnes isolées et les familles mono-parentales sont très présentes et fragiles. Le centre-ville bénéficie d'un programme de revitalisation & NPRU. 7500 hab.

- Une monnaie temps valorise les échanges de savoir.
- Des animations de collectifs d'habitants à visée émancipatrice.
- Des ateliers collectifs pour mieux consommer, se nourrir.
- Des actions de parentalité.
- Animation d'un réseau d'échange solidaire.
- Animation de conseil citoyen.



Maison citoyenne Noël Guichard

Créée en 1967. Intervient sur un quartier classé prioritaire (Monnaie et Nadi) avec une très forte précarité économique. La Monnaie est un quartier dit *communautaire* et connaît une forte paupérisation. Le quartier EST bénéficie du NPRU - 5000 hab.

- Des actions collectives sur le lien social et l'ensemble à vivre.
- Des accueils et accompagnement de projets en direction des jeunes.
- Des actions collectives à visée émancipatrice
- Des ateliers d'apprentissage du français et de l'alimentation.
- Des activités socio-culturelles.
- Des actions de parentalité.

**3 associations d'actions collectives, contribuant à l'intérêt général, appartenant à l'ESS
Socialement innovantes, agissant en proximité avec les habitants
Capables de déployer des actions coopératives en associant citoyens et acteurs d'un territoire**

3 projets associatifs distincts, 3 agréments « centre social » 2017-2020, apportés par la CAF de la Drôme soutenue par la convention pluriannuelle d'objectifs signée pour la même période avec la Ville de Romans, viennent consolider cette logique de coopération partageant les objectifs. Ceci assure une reconnaissance et une légitimité de notre travail auprès de la population et des autres acteurs du territoire.

Ce sont 1200 adhérents, 3000 habitants usagers et 80 associations locales adhérentes.



Les 3 associations sont affiliées aux **Fédérations départementale et nationale des centres sociaux** (FCSF). Elles promeuvent la solidarité, la démocratie et la dignité humaine. Les 3 projets associatifs rejoignent l'ambition politique de la FCSF : **l'empowerment comme visée et processus de développement social local**. La coopération entre les 3 centres sociaux peut **s'appuyer sur un réseau fédéral de 1214 structures**.

La Coopération, une communauté d'actions

La *Coopération entre 3 lieux* est née en 2015 dans un contexte de crise et de changement, ouvrant la voie à une période de transition basée sur la coopération. Composée des 3 centres sociaux – maisons de quartier de la ville, elle est rejointe en novembre 2017 par un espace de vie sociale, l'Accorderie. En 2018, la *Coopération* est candidate à un agrément « espace de vie sociale » auprès de la CAF et participe à plusieurs projets d'envergure : Start UP de territoire, TIGA, Etude d'impact Avise-FONDA-Labo de l'ESS,...

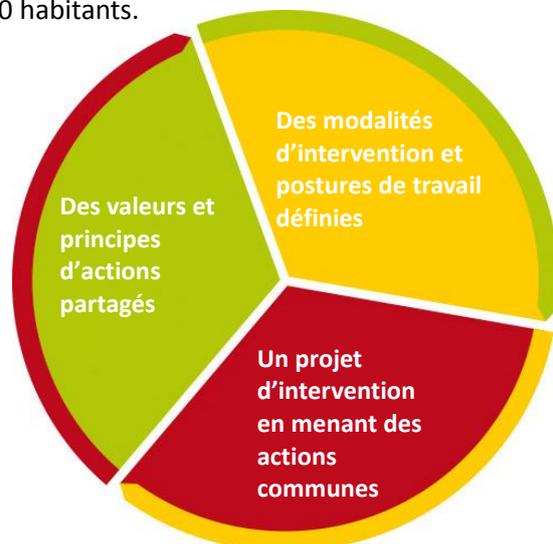


Dans un premier temps, la *Coopération* a consisté à créer des **corridors sociologiques**, véritables **ponts de solidarité**. Rapidement, la *Coopération* **initie une dynamique citoyenne de transformation sociale, soutenable à l'échelle du territoire romanais**. L'éducation populaire nous rassemble et nous rassemble afin d'imaginer de nouveaux partenariats, avec l'ambition de porter un projet global et politique qui rénoverait sa place dans la Ville.

En 2016, les 3 associations renforcent leur interdépendance tout en conservant leur identité et leurs fondamentaux de proximité et **restant un relai quotidien**. Elles organisent 16 temps de débats dans l'espace public sur des questions de société, mobilisant plus de 400 habitants.

Les associations définissent :

-UN SOCLE COMMUN D'EXISTENCE



-3 PRINCIPES D'INTERVENTION AGISSANT POUR L'EMPOWERMENT

115 passeports utilisés par des personnes éloignées des pratiques culturelles et découvrant le covoiturage et le partage.



Développement durable

Transmission culturelle



Un comité de rédaction composé de 14 habitants engagés pour une émission radio hebdo : expression, rubriques (DD et culturelle) & montée en compétences des habitants.

Education populaire

Une *agora* en bois de récup' conçue pour débattre de questions quotidiennes dans l'espace public.



Les 3 associations interagissent dans le cadre de la *Coopération* : organisation de fait, sans entité juridique. Elles sont **interdépendantes politiquement et structurellement**. Fin 2016, la *Coopération* définit des priorités complémentaires et cohérentes, socialement innovantes, sur le bassin de vie romanais pour 2017 – 2020.

-DES THEMATIQUES D'ACTION



Alimentation



Mobilité



Economie de partage

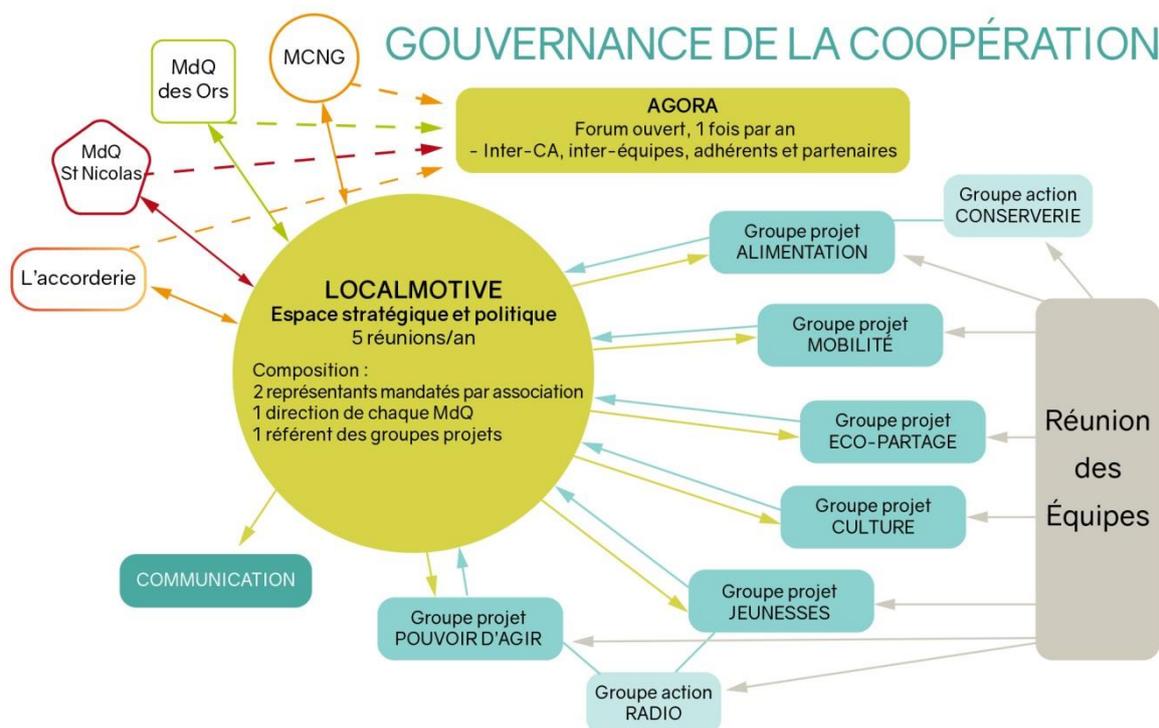
3 thématiques d'actions territoriales, socialement innovantes

UNE VISEE : La volonté politique affirmée par cette coopération des 3 centres sociaux est de participer, à partir de la mobilisation locale des habitants, au développement global du territoire. Une vision stratégique de transformation, d'utilité et d'innovation sociale améliore la qualité de vie des personnes durablement. La *Coopération* façonne un alliage entre la dynamique ESS, les collectivités et les publics fragilisés.

UNE GOUVERNANCE SINGULIERE

La gouvernance inter-associative de *la Coopération* choisi d'exister sans structure juridique distincte. *La Coopération* propose une orientation politique aux effets positifs pour le développement environnemental, social et économique du territoire. Elle met en place un écosystème s'appuyant sur des pilotages par compétences.

La Coopération associe les habitants à l'ensemble des étapes : construction des solutions aux problématiques qui les touchent (économie, alimentation, mobilité). Leurs besoins, leurs attentes, leurs solutions et surtout, **leur capacité à agir, sont au cœur de son fonctionnement.**



A l'**AGORA** de novembre 2016, chaque association a défini collectivement le portage et/ou le pilotage d'une thématique spécifique au titre de la *Coopération*. En 2017, une centaine de personnes (3 CA, 3 équipes salariées, des adhérents, des partenaires) ont participé à cette rencontre, en qualifiant l'utilité sociale des actions menées.

La **LOCALMOTIVE** est l'instance stratégique et politique, composée d'une quinzaine de personnes. Elle engage des moyens connexes.

6 groupes de projets : associant des habitants et des animateurs au développement social local, et des partenaires. Le groupe projet est l'espace de décision et de gestion après validation d'un cadre stratégique et financier adopté par la Local'motive de la *Coopération*, qui intègre les démarches et avancées dans le fonctionnement de l'ensemble des actions.

2 groupes actions spécifiques déploient les actions de la **Conserverie mobile et solidaire** et l'émission hebdomadaire de radio – **la Bobine Romanaise**.

1 groupe mixte communication (habitants, animateurs sociaux et professionnels de la com') met en place des outils communs de communication, permettant l'expression des habitants, la valorisation des actions et la visibilité de la coopération.

5 réunions inter-équipes par an sont organisées pour mettre en œuvre harmonieusement les orientations.

*Ce sont au total plus de **80 bénévoles** engagés régulièrement dans cette gouvernance et **31 salariés** contribuant au projet de la Coopération : un travail associé*

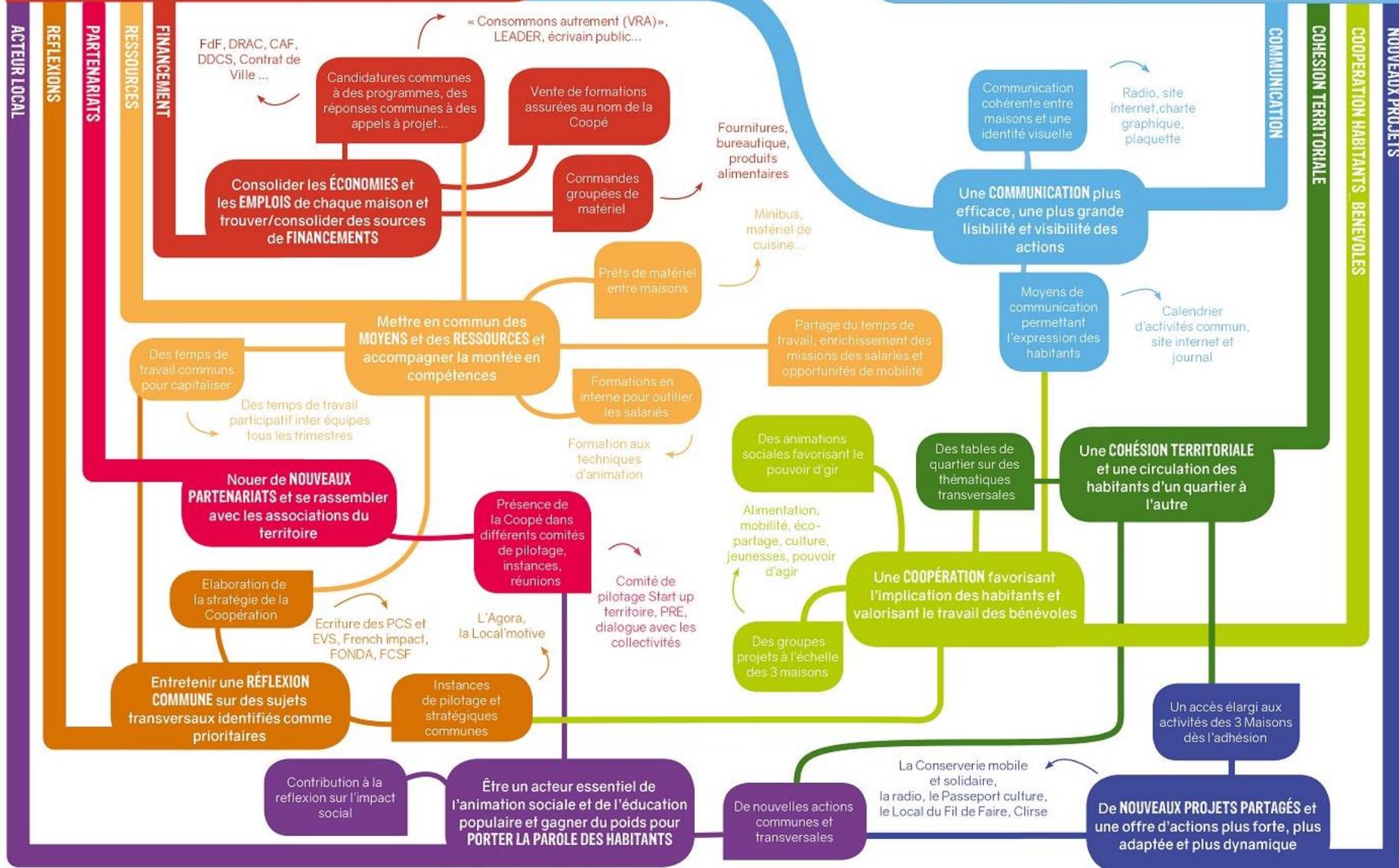
Finalités pour les CENTRES SOCIAUX

Une coopération efficiente basée sur un socle commun d'existence pour développer des projets à l'échelle de la ville et du bassin de vie

L'ARBRE à OBJECTIFS DE LA COOPÉRATION

Des actions qui répondent aux besoins sociaux et permettent le développement de leur capacité d'agir à l'échelle de la ville et du bassin de vie

Finalités pour les HABITANTS



MODELE ECONOMIQUE CONSOLIDE

LA COOPÉRATION DANS UN PROCESSUS HOLISTIQUE

L'enjeu est de faire vivre un système coopératif de production d'actions innovantes associant des habitants, des acteurs de l'économie, du secteur associatif, des collectivités. Il s'agit bien d'activer un processus qui repense la notion de services et d'offres intégrant la prise de compétences des personnes et garantisse un développement responsable socialement, soutenable et durable. De ce fait, le montage économique des projets hybridera les sources de financements publics et privés, favorisant la prise en compte des dimensions sociale et économique.

Pour faire vivre ce système, la montée en charge des temps de travail et de formation des personnels est essentielle, tant pour les salariés actuellement en poste dans les 3 maisons de quartiers que pour les chargés de missions ou de déploiement de l'innovation des actions à venir.

BUDGETS CONSOLIDÉS 2018 DES 3 ASSOCIATIONS DE LA COOPÉRATION

SWOT	Positif	Négatif
Origine interne	Des gestions financières approfondies. Portages techniques et financiers inter-associatif par compétences. Une mobilité des RH par compétences.	Des trésoreries limitées. Faible prise de risque possible.
Origine externe	Un socle de financements jusqu'à fin 2020 (CAF & Ville – DSP CD26). Les charges supplétives sur les locaux (Ville). Des dispositifs du contrat de ville (CGET). Aides aux postes associatifs (Fonjep).	Fragilité financière. Impossibilité d'émarger sur des fonds dédiés au développement économique. Peu de soutien à l'innovation sociale. Des AAP publics et privés incertains.

Charges en k€	2018	Financements en k€	2018
Achats	38.5	Prestations	133
Services extérieurs	163.4	Subventions Ville	323
Personnel	803.4	Subventions CAF	355.4
		Autres subv. et Fondations	231.8
Autres charges	203.3	Autres produits	161.2
Total	1 208.6	Total	1 208.6